Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 107° — Numero 215

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **ROMA - Martedì, 30 agosto 1966** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° aprile 1966, n. 665.

Esecuzione dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Araba Unita relativo all'indennizzo di interessi italiani, con Protocollo e Scambio di Note, concluso al Cairo il 23 marzo 1965.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per il commercio con l'estero e per il turismo e lo spettacolo;

Decreta:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Araba Unita relativo all'indennizzo di interessi italiani, con Protocollo e Scambi di Note, concluso al Cairo il 23 marzo 1965, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità allo articolo XI dell'Accordo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° aprile 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — COLOMBO — TOLLOY — CORONA

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 agosto 1966
Atti del Governo, registro n. 204, foglio n. 93. — VILLA

Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens

Le Gouvernement de la République Italienne
et
Le Gouvernement de la République Arabe Unie

désireux de régler dans son ensemble et à titre définitif l'indemnisation des intérêts italiens touchés par les mesures de nationalisation et par les autres mesures de caractère restrictif décrétées en République Arabe Unie, qui sont visées par le présent Accord,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

1) Aux fins du présent Accord, sont considérés comme biens, droits et intérêts italiens les biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques de nationalité italienne, ainsi qu'à des personnes morales comprenant une majorité d'intérêts italiens et ayant leur siège en Italie.

2) Aux fins du présent Accord la nationalité italienne des personnes physiques et le caractère italien des personnes morales doivent avoir existé dès la date de la mesure ayant touché leurs biens, droits et intérêts jusqu'à la date de la conclusion du présent Accord.

Article II

Le Gouvernement de la République Arabe Unie versera des indemnités pour les biens, droits et intérêts italiens qui ont été touchés par les mesures prises en République Arabe Unie et énumérées ci-après:

a) En ce qui concerne les nationalisations, par des lois promulguées à partir de 1960, notamment par les lois suivantes:

lois 40, 285 et 288 de 1960; loi 71 modifiée par la loi 120; lois 110, 117, 118, 119 et 180 de 1961; lois 38, 51, 67, 72, 78, 148 et 157 de 1963.

b) En ce qui concerne les réformes agraires, par les lois 127 de 1961 et 15 de 1963.

c) En ce qui concerne les séquestres, par les Proclamations rendues en vertu de la loi 162 de 1958, ainsi que par la loi 150 de 1964.

Article III

Selon les estimations auxquelles il a été procédé de part et d'autre, le montant des biens, droits et intérêts italiens touchés par les mesures mentionnées à l'article II ci-dessus et qui font l'objet du présent Accord s'élève approximativement à six millions de livres égyptiennes. Le bien-fondé des prétentions des ressortissants italiens sera déterminé sur la base des titres nationalisés ou des certificats ou/et des obligations émises en vertu des lois mentionnées à l'article II ou, à défaut, par tous autres moyens de preuve appropriés. Il est par conséquent entendu que le montant mentionné au présent article n'est pas définitif et qu'il s'établira dans le cadre du présent Accord sur la base des prétentions dûment fondées des ressortissants italiens.

Article IV

1) A la demande des personnes physiques de nationalité italienne ainsi que des personnes morales de caractère italien, les autorités de la République Arabe Unie verseront les indemnités dues a ces personnes, conformément aux lois mentionnées à l'article II ci-dessus, dans un compte spécial, ne portant pas d'intérêts, a raison de soixante-cinq pour cent, en vue du transfert des indemnités en Italie.

2) Les demandes en question devront être présentées dans le délai d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord.

3) Les personnes physiques de nationalité italienne résidentes en République Arabe Unie bénéficieront des dispositions relatives au transfert prévues dans le présent Accord dès qu'elles auront requis le statut de non-résident; cette requête devra être présentée au plus tard trois ans avant l'expiration de l'Accord.

4) Après versement de toutes les indemnités dues à un bénéficiaire italien dans le compte spécial mentionné au paragraphe 1, le Gouvernement Italien considérera, en son nom et au nom de ce bénéficiaire, comme définitivement réglées les prétentions ayant donné lieu au versement en question. Celui-ci aura donc effet libératoire pour le Gouvernement de la République Arabe Unie à l'égard de ce bénéficiaire italien en ce qui concerne toutes ses prétentions découlant de l'application des lois et mesures énumérées à l'article II du présent Accord ou fondées sur ces lois et mesures.

Article V

1) Le transfert en Italie des montants versés au compte spécial prévu à l'article IV du présent Accord s'effectuera de la manière suivante:

une somme correspondant à la moitié de ces montants pourra être utilisée pour le paiement intégral des dépenses des touristes italiens et des bureaux techniques et scientifiques italiens en République Arabe Unie;

une somme correspondant à l'autre moitié de ces montants pourra être utilisée pour le paiement, jusqu'à concurrence de trente pour cent de leur valeur, de marchandises originaires de la République Arabe Unie (à l'exception du coton brut, du riz et du pétrole) importées pour les besoins du marché italien.

2) Pendant la durée du présent Accord un quota d'un montant égal sera mis à disposition à cet effet pour chaque année contractuelle. Ce quota sera libéré le premier jour de chaque période annuelle. Au cas où le quota ne serait pas utilisé entièrement, le solde sera ajouté au quota annuel suivant.

3) S'il apparaît par la suite que la répartition prévue au paragraphe 1 ci-dessus n'est plus adaptée aux circonstances, les deux Gouvernements se mettront d'accord pour modifier cette répartition dans la mesure nécessaire et pour faire intervenir d'autres catégories de paiements dans le système de transferts.

Article VI

Les opérations affectant le compte spécial seront exemptes de toutes taxes et primes relatives aux transferts.

Article VII

L'exécution des dispositions du présent Accord devra avoir lieu dans le délai de dix ans.

Article VIII

Pour toutes les indemnités à verser au compte spécial défini à l'article IV, ainsi que pour le montant de ce compte, la valeur de la livre égyptienne équivaudra, aux fins du présent Accord, à Dollars USA 2,30 (deux dollars et trente cents).

Article IX

Une Commission mixte sera constituée pour surveiller le développement du présent Accord et pour prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de ses dispositions. Elle se réunira à la demande de l'un ou l'autre Gouvernement tout au moins une fois par an.

Article X

Les dispositions des accords d'indemnisations que la République Arabe Unie pourrait conclure avec des pays tiers s'appliqueront, si elles sont plus favorables, en lieu et place des dispositions du présent Accord.

Article XI

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange, qui aura lieu à Rome, des notifications certifiant que les procédures constitutionnelles nécessaires à cet égard ont été accomplies de part et d'autre.

Ainsi fait, en deux exemplaires,

au Caire, le 23 mars 1965.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
G. LUCIOLLI

Pour le Gouvernement de la République Arabe Unie
ZAKARIA M. TAWFIK

Protocole d'application relatif a l'Accord entre la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens conclu au Caire, le 23 mars 1965.

Afin de faciliter l'application de l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens (ci-après: Ac-

cord) le Gouvernement Italien et le Gouvernement de la République Arabe Unie sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les autorités compétentes italiennes délivreront aux personnes physiques et morales au sens de l'article premier de l'Accord, ayant l'intention de faire transférer des indemnités au sens de l'article II de l'Accord, une attestation selon modèle annexé au présent protocole certifiant que les conditions de l'article premier de l'Accord sont remplies.

Si des indications concernant les biens, droits et intérêts italiens figurant sur cette attestation étaient contestées par la République Arabe Unie et que la contestation ne puisse pas être réglée par la voie diplomatique, elle serait soumise à la Commission mixte prévue à l'article IX de l'Accord.

Article 2

Pour mettre la Banque centrale d'Egypte en mesure de porter au crédit du compte spécial mentionné à l'article IV de l'Accord les indemnités dues à chaque bénéficiaire italien (personnes physiques ou morales), la procedure suivante sera appliquée:

a) tous les titres d'un bénéficiaire italien qui représentent les biens, droits et intérêts énumérés dans l'attestation mentionnée à l'article premier du présent Protocole seront déposés auprès d'une banque commerciale en République Arabe Unie; ils seront accompagnés de tous documents, tels qu'ils sont généralement exigés en matière bancaire prouvant le droit de propriété;

b) la banque commerciale inscrira sur l'attestation la valeur de ces biens, droits et intérêts conformément à la législation de la République Arabe Unie applicable en la matière;

c) l'attestation (en 3 exemplaires), munie de la demande formelle du bénéficiaire italien, sera soumise par la banque commerciale en République Arabe Unie au Département du contrôle des changes;

d) le Département du contrôle des changes, après avoir examiné et approuvé la demande, enverra un exemplaire de l'attestation à la Banque centrale d'Egypte et un exemplaire à la banque commerciale;

e) après avoir reçu de la banque commerciale les titres représentant les biens, droits et intérêts mentionnes dans l'attestation, la Banque centrale d'Egypte portera 65 pour cent de leur valeur au crédit du compte special mentionné ci-dessus.

Article 3

La Banque centrale d'Egypte ouvrira au nom de l'Ufficio italiano dei cambi le compte spécial en livres égyptiennes prévu à l'article IV de l'Accord. Au crédit de ce compte sera porté le 65 pour cent des indemnités dues conformément à l'article II de l'Accord, dès que leur valeur aura été déterminée. La Banque centrale d'Egypte informera ledit Ufficio au fur et à mesure des versements; ses avis (en 2 exemplaires) seront accompagnés d'un décompte (en 2 exemplaires également), selon le modèle ci-inclus, des biens, droits et intérêts indemnises.

Si une demande présentée conformément à l'article 2 du présent Protocole contint des valeurs pour lesquelles les indemnités à verser ne peuvent pas encore être déterminées au moment de sa présentation, ces indemnités seront créditées au compte spécial au fur et à mesure de leur détermination.

Article 4

La Banque centrale d'Egypte ouvrira au nom de l'Ufficio italiano dei cambi deux sous-comptes ne portant pas d'intérêt et auxquels s'appliquent les dispositions de l'article VIII de l'Accord: le « sous-compte T » (tourisme ainsi que bureaux techniques et scientifiques) en livres égyptiennes et le « sous-compte M » (marchandises) en lires italiennes.

Les opérations au crédit et au débit du « sous-compte M » auront lieu au cours de la lire italienne convertible publié par la Banque centrale d'Egypte.

Article 5

Pour la première année contractuelle, dont le commencement sera calculé à partir du premier jour du mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord, le quota correspondra à un dixième du montant mentionné à l'article III de l'Accord, réduit à 65 pour cent. Les versements effectués sur le compte spécial seront reportés intégralement et immédiatement, à parts égales, en livres égyptiennes au crédit du « sous-compte T » et en lires italiennes au crédit du « sous-compte M » jusqu'à concurrence du montant du quota mentionné ci-dessus.

Pour chaque année contractuelle suivante, le quota annuel correspondra également à un dixième du montant mentionné à l'article III de l'Accord, réduit à 65 pour cent. On y ajoutera, le cas échéant, le solde non utilisé du quota de l'année contractuelle précédente. Le montant du quota sera libéré le premier jour de chaque année contractuelle et reporté, à parts égales, du compte spécial dans la mesure de ses disponibilités, en livres égyptiennes au crédit du « sous-compte T » et en lires italiennes au crédit du « sous-compte M ».

Article 6

L'avoir du « sous-compte T » servira au règlement intégral des dépenses des touristes italiens et des bureaux techniques et scientifiques italiens en République Arabe Unie. L'avoir du « sous-compte M » servira au règlement du 30 pour cent des importations en Italie de marchandises originaires de la République Arabe Unie, à l'exception du coton brut, du riz et du pétrole.

L'Ufficio italiano dei cambi remettra à la Banque centrale d'Egypte des ordres de paiement que celle-ci exécutera à la charge du « sous-compte T » ou du « sous-compte M », suivant le cas.

Article 7

L'Ufficio italiano dei cambi et la Banque centrale d'Egypte établiront d'un commun accord les modalités techniques relatives à l'exécution du présent Protocole.

Ainsi fait, en deux exemplaires,
au Caire, le 23 mars 1965.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
G. LUCIOLLI

Pour le Gouvernement de la République Arabe Unie
ZAKARIA M. TAWFIK

Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, du 23 Mars 1965

N. . . . .

Attestation

I. Le . . . . certifie que Monsieur/Madame/Mademoiselle/Firme

. . . . domicilié(e) à . . . .
remplit les conditions de l'article premier de l'Accord. Le/la prénommé(e) lui a déclaré être propriétaire des biens, droits et intérêts, indiqués ci-après, touchés par les mesures mentionnées à l'article II de l'Accord:

Nombre	Catégorie de biens, droits et intérêts	Valeurs d'indemnisation (à inscrire par la banque commerciale en République Arabe Unie)
	Total	

. . . . le . . . . 19. . . . . .

Sceau et signature de la banque commerciale:

. . . . le . . . . 19 . . . .

II. M/Mme/Mlle/Firme, propriétaire des biens, droits et intérêts énumérés ci-dessus, demande versement, aux termes de l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, du 23 Mars 1965, sur compte spécial du 65 pour cent de l'indemnité due pour ses titres, droits et intérêts conformément à l'article II de l'Accord.

sig M/Mme/Mlle/Firme

. . . . le . . . . 19 . . . . .

BANQUE CENTRALE D'EGYPTE

Le Caire, le . . . .

Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, du 23 Mars 1965

Attestation N . . . .

soumise par . . . .
(Nom de la Banque commerciale)

A l'Ufficio italiano dei cambi
Rome

Décompte des indemnités dues à . . . .

Nombre	Catégorie de biens, droits et intérêts	Loi de la RAU régissant le cas	Indemnité par unité	Indemnité par catégorie
			Montant total des indemnités dues	
			dont 65 % versés sur le compte spécial	

Approbation du Département du contrôle des changes,

N . . . . . en date du . . . . 19 . . . .

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Le Caire, le 23 Mars 1965

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

L'article V de l'Accord prévoit notamment que le cinquante pour cent des montants versés au compte spécial pourra être utilisé pour le paiement, jusqu'à concurrence de trente pour cent de leur valeur, de marchandises de la République Arabe Unie (à l'exception du coton brut, du riz et du petrole) importées pour les besoins du marché italien. En vue d'assurer le bon fonctionnement de cet arrangement il est nécessaire que ces marchandises soient offertes aux acheteurs italiens aux prix appliqués à leur vente contre paiement en devises libres et que leur exportation en Italie ne soit pas entravée par des mesures administratives.

Je vous saurai gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Italienne
G. LUCIOLLI

Monsieur ZAKARIA M. TAWFICK ABDEL FATTAH
Président de la Délégation de la République Arabe Unie. — LE CAIRE

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

Le Caire, le 23 Mars 1965

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour dont la teneur est la suivante:

« Me référant à l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

« L'article V de l'Accord prévoit notamment que le cinquante pour cent des montants versés au compte spécial pourra être utilisé pour le paiement, jusqu'à concurrence de trente pour cent de leur valeur, de marchandises de la République Arabe Unie (à l'exception du coton brut, du riz et du pétrole) importées pour les besoins du marché italien. En vue d'assurer le bon fonctionnement de cet arrangement il est nécessaire que ces marchandises soient offertes aux acheteurs italiens aux prix appliqués à leur vente contre paiement en devises libres et que leur exportation en Italie ne soit pas entravée par des mesures administratives.

Je vous saurai gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation de la République Arabe Unie
ZAKARIA M. TAWFIK

Monsieur Giovanni LUCIOLLI
Président de la Délégation Italienne. — LE CAIRE

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Le Caire, le 23 Mars 1965

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, signé en date de ce jour, ét notamment à l'article premier de cet Accord, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit:

Si, contre toute attente, des contestations surgissent au sujet de la légitimation de personnes physiques et qu'elles ne puissent pas être réglées par la voie diplomatique, ces contestations seront soumises à la Commission mixte prévue à l'article IX de l'Accord.

En ce qui concerne la nationalité des personnes physiques, il est entendu que les doubles nationaux égypto-italiens sont entièrement exclus de l'application de l'Accord.

Il est entendu aussi que le ressortissant italien lequel, à la date de la signature de l'Accord, a acquis une nationalité étrangère sur sa demande expresse sera entièrement exclu de l'application de l'Accord.

Tout de même il a été reconnu que dans certains cas particuliers des situations de « hardship » pourraient se vérifier. Par conséquent il a été convenu que dans cette éventualité les cas en question seront soumis à l'examen de la Commission mixte en vue d'assurer leur solution.

Je vous saurai gré de bien vouloir me confirmer votre accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Italienne
G. LUCIOLLI

Monsieur ZAKARIA M. TAWFICK ABDEL FATTAH
Président de la Délégation de la République Arabe Unie. — LE CAIRE

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

Le Caire, le 23 Mars 1965

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour dont la teneur est la suivante:

« Me référant à l'Accord entre la République Italienne et la République Arabe Unie concernant l'indemnisation des intérêts italiens, signé en date de ce jour, et notamment à l'article premier de cet Accord, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit:

Si, contre toute attente, des contestations surgissent au sujet de la légitimation de personnes physiques et qu'elles ne puissent pas être réglées par la voie diplomatique, ces contestations seront soumises à la Commission mixte prévue à l'article IX de l'Accord.

En ce qui concerne la nationalité des personnes physiques, il est entendu que les doubles nationaux égypto-italiens sont entièrement exclus de l'application de l'Accord.

Il est entendu aussi que le ressortissant italien lequel, à la date de la signature de l'Accord, a acquis une nationalité étrangère sur sa demande expresse sera entièrement exclu de l'application de l'Accord.

Tout de même il a été reconnu que dans certains cas particuliers des situations de « hardship » pourraient se vérifier. Par conséquent il a été convenu que dans cette éventualité les cas en question seront soumis à l'éxamen de la Commission mixte en vue d'assurer leur solution.

Je vous saurai gré de bien vouloir me confirmer votre accord à ce sujet ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation
de la République Arabe Unie
ZAKARIA M. TAWFIK

Monsier Giovanni LUCIOLLI
Président de la Délégation Italienne. — LE CAIRE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 giugno 1966, n. **666**.

Approvazione dello statuto dell'Ente italiano della moda, con sede in Torino.

N. 666. Decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio, viene approvato lo statuto dell'Ente italiano della moda, con sede in Torino.

Visto, il *Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *agosto* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 94. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 luglio 1966, n. **667**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di San Cataldo, nel comune di Patrica (Frosinone).

N. 667. Decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Ferentino in data 6 giugno 1965, integrato con postilla in pari data e con dichiarazione del 18 marzo 1966, relativo alla erezione della Parrocchia di San Cataldo, in contrada Quattrostrade del comune di Patrica (Frosinone).

Visto, il *Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *agosto* 1966
Atti del Governo, registro n. 205, *foglio n.* 11. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 luglio 1966, n. **668**.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione della Parrocchia di Santa Maria Assunta, in Condino, con la Parrocchia di San Bartolomeo Apostolo, in Brione (Trento).

N. 668. Decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 5 marzo 1966, relativo all'unione temporanea « æque principalis » della Parrocchia di Santa Maria Assunta, in Condino, con la Parrocchia di San Bartolomeo Apostolo, in Brione (Trento).

Visto, il *Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *agosto* 1966
Atti del Governo, registro n. 205, *foglio n.* 12. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 luglio 1966, n. **669**.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione della Parrocchia di San Pancrazio M., nel comune di Isera, con la Parrocchia della Beata Maria Vergine, nel comune di Nogaredo (Trento).

N. 669. Decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 12 marzo 1966, relativo all'unione temporanea « æque principalis » della Parrocchia di San Pancrazio M., in frazione Marano del comune di Isera (Trento), con la Parrocchia della Beata Maria Vergine, in località Brancolino del comune di Nogaredo.

Visto, il *Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *agosto* 1966
Atti del Governo, registro n. 205, *foglio n.* 10. — CARUSO

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1966.

Terza variazione al bilancio di previsione per l'esercizio finanziario 1965-66 del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori ».

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, recante provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza ai lavoratori involontariamente disoccupati e successive modifiche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1950, n. 17, che detta le norme per l'amministrazione del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori;

Visto il proprio decreto in data 30 giugno 1965, con il quale sono stati approvati gli stati di previsione delle entrate e delle spese, per l'esercizio 1965-66, del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori: Gestione principale e Gestione speciale per la formazione professionale degli apprendisti;

Visti i propri decreti in data 15 settembre 1965 e 26 febbraio 1966 con i quali sono state apportate alcune variazioni agli stati di previsione predetti;

Visto il proprio decreto in data 30 giugno 1966, con il quale è stato approvato il rendiconto generale delle entrate e delle spese per l'esercizio 1964-65 del « Fondo » predetto;

Considerato che nello stato di previsione delle entrate e delle spese delle due Gestioni del Fondo per

l'addestramento professionale dei lavoratori, per l'esercizio finanziario 1965-66, gli avanzi di amministrazione dell'esercizio precedente risultano indicati, rispettivamente, per i presunti importi di L. 8.650.000.000 e di L. 800.000.000;

Ritenuto necessario adeguare detti presunti avanzi di amministrazione agli importi accertati in lire 8.621.509.788 e in L. 1.086.122.971 con il rendiconto generale dell'esercizio 1964-65;

Visto il proprio decreto in data 13 aprile 1966, con il quale è stata determinata la quota parte del gettito dell'addizionale dell'1 %, su premi e contributi dell'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali, da devolvere al Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori a norma della legge 19 gennaio 1963, n. 15;

Vista la legge 23 aprile 1966, n. 218, con la quale è stato approvato lo stato di previsione della spesa del Ministero del lavoro e della previdenza sociale per l'esercizio finanziario 1966, comprendente il contributo ordinario di L. 8.000.000.000 (ottomiliardi) a carico dello Stato a favore del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori », del quale contributo la somma di L. 4.000.000.000 (quattromiliardi) è afferente al secondo semestre dell'esercizio 1965-66 del « Fondo » predetto;

Considerata l'opportunità di rettificare la denominazione del cap. 7 della « Entrata » della Gestione principale in relazione a quanto è previsto nell'articolo 14, della legge 19 gennaio 1963, n. 15;

Considerata l'opportunità di utilizzare, parzialmente, le maggiori previste disponibilità ad incremento dei fondi destinati alla istituzione di corsi per disoccupati e di corsi per giovani lavoratori;

Decreta:

Art. 1.

Allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Gestione principale del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori », per l'esercizio 1965-66, sono apportate le seguenti variazioni:

PARTE I — ENTRATE

TITOLO I — *Entrate ordinarie*

In aumento:

Cap. 1. — Contributo annuo a carico del bilancio dello Stato (art. 62, lett. *b*, della legge 29 aprile 1949, n. 264) . .	L.	4.000.000.000

TITOLO II — *Entrate straordinarie*

Cap. 7. — Dalla denominazione devesi intendere depennata la clausola limitativa: « con attitudine lavorativa inferiore ai 4/5 ». La denominazione corretta del capitolo risulterà, pertanto, la seguente: « Quota parte della addizionale applicata nella misura dell'1 % su premi e contributi dell'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali, da destinarsi allo svolgimento di corsi per la rieducazione professionale degli invalidi del lavoro (legge 19 gennaio 1963, n. 15, artt. 14 e 15)	L.	85.000.000
In diminuzione:		
Presunto avanzo di amministrazione dell'esercizio precedente . . .	L.	28.490.212
Totale generale aumento delle entrate . . .	L.	4.056.509.788

PARTE II — SPESE

TITOLO I — *Spese ordinarie*

In aumento:

Cap. 1. — Spese per la istituzione ed il funzionamento dei corsi per lavoratori disoccupati e per particolari categorie di lavoratori	L.	85.000.000
Cap. 3. — Finanziamenti ai corsi per giovani lavoratori. Contributi in favore di enti ed istituti aventi per scopo l'addestramento professionale dei lavoratori (legge 4 maggio 1951, numero 456, art. 3, lett. *d*)	»	251.000.000
Totale aumento spese ordinarie . . .	L.	336.000.000
Cap. 9. — Avanzo finanziario di amministrazione da utilizzarsi negli esercizi successivi ai sensi dell'art. 5, del decreto del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1950, n. 17	L.	3.720.509.788
Totale generale aumento spese . . .	L.	4.056.509.788

Art. 2.

Allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Gestione speciale per la formazione professionale degli apprendisti, per l'esercizio 1965-66, sono apportate le seguenti variazioni:

PARTE I — ENTRATE

In aumento:

Presunto avanzo di amministrazione dell'esercizio precedente	L.	286.122.971

PARTE II — SPESE

In aumento:

Cap. 7. — Avanzo finanziario di amministrazione da utilizzarsi negli esercizi successivi . .	L.	286.122.971

Roma, addì 30 giugno 1966

Il Ministro: Bosco

(6288)

DECRETO MINISTERIALE 6 agosto 1966.

Modifica dello statuto del Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto del Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli, approvato con proprio decreto 11 marzo 1948 e modificato con successivi decreti 2 ottobre 1948, 14 giugno 1949, 31 gennaio 1955, 30 giugno 1956, 12 novembre 1957, 9 settembre 1960 e 11 agosto 1961;

Viste le delibere adottate, in ordine alle modificazioni di alcuni articoli del predetto statuto, dal Consiglio di amministrazione del Banco di Napoli in data 6 marzo 1965 e 25 aprile 1966, dal Consiglio generale del Banco medesimo nelle riunioni del 15 aprile 1965 e 26 aprile 1966 nonchè dal Presidente del ripetuto Banco in data 8 luglio 1966;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Si approvano, in conformità del testo allegato che costituisce parte integrante del presente decreto, le

modificazioni degli articoli 2 secondo comma, 3 terzo comma, 4, 6, 7, 8 quinto e settimo comma, 9, 19, 20, 24 secondo comma, 27 terzo comma, 28, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38 primo e terzo comma, 42 e 64 dello statuto del Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli, nonchè l'inserimento nel capo X di un nuovo articolo portante il n. 67, preceduto dalla lettera « E » che ne reca il titolo, con il conseguente spostamento di numerazione dei successivi articoli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 agosto 1966

Il Ministro: COLOMBO

Modificazioni dello statuto del Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli

Art. 2, 2° comma.

Il Banco svolge la sua attività anche in altri Paesi ove esistano comunità italiane o interessi nazionali.

Art. 3, 3° comma.

Il Banco svolge la sua attività a mezzo filiali e sportelli retti da speciali mandatari; alle filiali all'estero può essere attribuita diversa denominazione.

Art. 4.

Il Banco ha le seguenti sezioni speciali:

a) Sezione di credito agrario;
b) Sezione di credito fondiario;
c) Sezione Monte di credito su pegno;
d) Sezione di credito industriale;
e) Sezione autonoma per il finanziamento di opere pubbliche ed impianti di pubblica utilità.

Art. 6.

Il Banco compie le seguenti operazioni:

I. — Operazioni attive:

1) sconto di:

a) effetti cambiari all'ordine del Banco o ad esso girati, cambiali tratte semplici o documentate, con o senza accettazione, sull'Italia e sull'estero, assegni bancari, buoni del Tesoro, cedole di titoli sui quali l'Istituto può fare anticipazioni, altri documenti rappresentativi di crediti interni ed internazionali;

b) note di pegno emesse da magazzini generali e da depositi franchi legalmente costituiti, altri documenti rappresentativi di merci;

c) delegazioni di pagamento emesse da enti pubblici a carico dei propri esattori e tesorieri;

d) semestralità di rendita su titoli nominativi dello Stato o su altri titoli consentiti da leggi speciali;

2) cessione di crediti certi e liquidi verso lo Stato e verso enti pubblici o altri enti legalmente riconosciuti e consorzi legalmente costituiti;

3) acquisto di titoli di Stato o garantiti dallo Stato, di cartelle fondiarie e di obbligazioni ad esse parificate o assimilate, di obbligazioni di prestiti comunali e provinciali, di obbligazioni di società industriali commerciali e agricole di prim'ordine e di altri titoli che siano emessi da enti con carattere e finalità di pubblico interesse;

4) acquisto, limitatamente alla misura corrente alle negoziazioni con terzi, di azioni emesse da società industriali, commerciali e agricole di prim'ordine, quotate in Borsa;

5) anticipazioni e riporti su titoli di cui ai precedenti paragrafi 3) e 4) e anticipazioni su titoli rappresentativi di crediti interni e internazionali;

6) anticipazioni su fedi di deposito emesse da magazzini generali e da depositi franchi legalmente costituiti;

7) anticipazioni su merci e derrate e su documenti rappresentativi di merci;

8) depositi di somme in conti correnti liberi o vincolati, ed in altre forme, in valuta nazionale od estera, presso enti pubblici e presso banche italiane od estere;

9) assunzione di partecipazioni in enti economici, creati o promossi dallo Stato, in enti morali, consorzi di carattere finanziario, società fiduciarie ed altre società che abbiano elevati fini economici, sociali e di interesse pubblico diretto e indiretto;

10) concessione di crediti in conto corrente ed in conti di corrispondenza, per eventuali scoperti — di durata non superiore ad un anno —; aperture di crediti semplici e documentati, utilizzabili in Italia e all'estero; e prestiti di titoli ad istituti, enti pubblici ed altri enti legalmente riconosciuti, banche, imprese commerciali, industriali o agricole e a privati, di notoria solvibilità.

11) concessione di mutui ad enti pubblici e ad altri enti legalmente costituiti, con le norme e le garanzie ammesse per i mutui della Cassa depositi e prestiti od altre garanzie reali, da estinguersi con ammortamento graduale, in periodo non superiore ad anni venticinque;

12) concessione di sovvenzioni garantite da ipoteca, da cessione o costituzione in pegno di crediti certi e liquidi verso lo Stato o verso pubbliche Amministrazioni, o da altre valide garanzie reali;

13) concessione di prestiti contro cessione di stipendi, in conformità delle disposizioni di legge;

14) acquisto di beni immobili ad uso dei propri uffici o dei propri impiegati e, in quanto sia necessario, per recupero di crediti e vendita degli immobili medesimi.

Le partecipazioni di cui al paragrafo 9) sono assunte quando siano giudicate dal Consiglio di amministrazione necessarie o utili per il migliore conseguimento degli scopi del Banco e a condizione che l'ammontare complessivo di esse non superi i 4/10 dei fondi patrimoniali dell'azienda bancaria. Tale limite potrà essere superato con l'autorizzazione dell'Organo di vigilanza.

Le operazioni di cui ai paragrafi 11) e 12) non possono superare complessivamente i 3/10 dei depositi.

II. — Operazioni passive:

1) depositi a risparmio, liberi o vincolati, nominativi ed al portatore;

2) depositi in conto corrente liberi o vincolati;

3) emissione di buoni fruttiferi nominativi a scadenza fissa;

4) emissione di:

a) fedi di credito e polizzini;
b) vaglia cambiari ed assegni di corrispondenti;
c) lettere di credito semplici o circolari;
d) altri titoli, all'ordine od al portatore, ammessi da leggi speciali;

5) conti correnti di corrispondenza in valuta nazionale ed estera;

6) conti correnti con assegni a copertura garantita;

7) risconto di proprio portafoglio sull'Italia e sull'estero;

8) riporti e anticipazioni su titoli di proprietà;

9) rilascio di accettazioni per conto proprio e di terzi.

III. — Altre operazioni e servizi:

1) compra-vendita di titoli pubblici e privati per conto di terzi; vendita di titoli di proprietà;

2) incasso ed accettazione di effetti semplici e documentati, di assegni bancari, di titoli rimborsabili e di cedole, di fatture e di documenti rappresentativi di merci e di crediti sull'Italia e sull'estero, ogni operazione di intermediazione bancaria o finanziaria;

3) servizi di ricevitoria provinciale e di esattoria comunale;

4) servizi di cassa e di tesoreria per conto di enti; Amministrazioni per conto di terzi;

5) esercizio di magazzini generali e fiduciari;

6) prestazione di cauzioni, garanzie, avalli e fidejussioni per conto di terzi, accettazione di mandati di credito;

7) operazioni in cambi ed operazioni relative al commercio con l'estero, nei limiti e con le modalità prescritte dalle norme in vigore, operazioni di riporto su divisa estera;

8) servizi per viaggiatori;

9) raccolta, trasmissione ed impiego dei risparmi degli italiani all'estero, in conformità con le disposizioni di legge;

10) depositi a semplice custodia, aperti o chiusi, di documenti, titoli e valori e depositi in amministrazione di titoli e valori;

11) collocamento di prestiti pubblici, di azioni o di obbligazioni, la cui emissione sia stata regolarmente autorizzata;

12) partecipazioni a sindacati di collocamento, nei limiti ed ai sensi dell'art. 45 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938, n. 141, e successive modificazioni;

13) pagamento di interessi su titoli, di dividendi, di cedole e di titoli estratti, servizi inerenti al deposito di titoli azionari ai fini dell'intervento nelle assemblee;

14) concessione ed accettazione di mandati di corrispondenza e di rappresentanza;

15) servizio delle cassette di sicurezza;

16) ogni operazione bancaria complementare.

Il Banco può inoltre compiere, con l'autorizzazione dello Organo di vigilanza, anche categorie di operazioni, all'interno e all'estero, non espressamente previste dal presente statuto, purchè rispondenti ai criteri informatori del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e successive modificazioni ed integrazioni, nonchè dello statuto medesimo e con l'osservanza, ove occorra, delle norme valutarie vigenti.

Art. 7.

I rapporti di qualunque natura tra il Banco ed i propri clienti sono regolati dalle norme regolamentari approvate dal Consiglio di amministrazione e, per quanto da queste non contemplate, dalle norme bancarie uniformi diramate dall'Associazione bancaria italiana e dalla Camera di commercio internazionale.

Fin dall'inizio dei rapporti, si ritiene presunta la conoscenza di tali norme, da parte del cliente, in conformità dell'art. 1341 del Codice civile, essendone notoria l'esistenza. Tali norme sono comunque depositate presso la Direzione delle singole filiali, a disposizione del pubblico, in genere, e dei clienti, in ispecie.

In garanzia di qualunque credito presente o futuro, diretto o indiretto, anche se non liquido ed esigibile, il Banco ha diritto di pegno e di ritenzione su tutti i titoli o valori di pertinenza del cliente che siano comunque o per qualsiasi ragione detenuti dal Banco o pervengano ad esso successivamente.

In particolare, le cessioni di credito e le garanzie pignoratizie a qualsiasi titolo fatte o costituite a favore del Banco stesso stanno a garantire per l'intero valore anche ogni altro credito verso lo stesso debitore, diretto o indiretto, pure se non liquido ed esigibile, sia esso sorto anteriormente o successivamente all'operazione garantita.

Quando tra il Banco ed i suoi contraenti esistano più rapporti o più conti di qualsiasi genere o natura, ha luogo in ogni caso la compensazione legale ad ogni effetto.

Il Banco ha altresì diritto di valersi della compensazione ancorchè i crediti, se pure in monete differenti, non siano liquidi ed esigibili.

Art. 8, 5° e 7° comma.

5° *comma*. — *Il quadriennio decorre dalla scadenza del termine fissato dall'art. 68 per l'approvazione dei bilanci e dei conti economici dell'esercizio precedente.*

7° *comma*. — La disposizione del precedente comma si applica anche nel caso di sostituzione di componenti il Consiglio di amministrazione e di sindaci eletti dal Consiglio generale ai sensi dell'art. 9, lettera *d*), per vacanze verificatesi nel corso del quadriennio.

Art. 9.

Il Consiglio generale ha la sorveglianza sull'indirizzo amministrativo del Banco. Particolarmente:

a) esamina ed approva, udita la relazione dei sindaci, il bilancio, il conto economico ed il riparto degli utili del Banco, delle sezioni speciali e degli enti costituiti per iniziativa del Banco, ove ciò sia previsto dai relativi statuti;

b) discute ed approva la relazione sull'operato del Consiglio di amministrazione e sulla attività svolta dal Banco e dalle sezioni per ogni esercizio;

c) esprime il proprio parere sulle modificazioni dello statuto che il Consiglio di amministrazione deliberasse di proporre all'Organo di vigilanza;

d) elegge nel proprio seno cinque componenti il Consiglio di amministrazione, tre sindaci effettivi ed uno supplente che durano in carica un quadriennio.

Art. 19.

Il Consiglio di amministrazione, in particolare:

1) approva, su proposta del direttore generale, le norme regolamentari riguardanti le operazioni e i servizi del Banco;

2) elegge ogni quadriennio nel proprio seno tre componenti il Comitato direttivo;

3) istituisce, quando ne ravvisi la necessità, su proposta del direttore generale, Commissioni di sconto, Comitati tecnici e Commissioni speciali, di qualsiasi natura, determinandone i poteri, le attribuzioni ed i compensi;

4) determina i limiti di competenza del Comitato direttivo e del direttore generale e, su proposta del direttore generale, *quelli del personale direttivo addetto alla Direzione generale e delle Direzioni delle filiali per le operazioni di credito ordinario e per quelle delle sezioni speciali; e delibera, su proposta del direttore generale, le operazioni di credito ordinario e quelle delle sezioni speciali di propria competenza; salva, per le operazioni di credito delle sezioni, la competenza degli Organi amministrativi prevista da particolari disposizioni di legge;*

5) determina i limiti di competenza del Comitato direttivo e del direttore generale: per gli acquisti, le vendite e le permute di immobili, la cessione di crediti in sofferenza, le transazioni con qualunque modalità, la cancellazione di iscrizioni ipotecarie, le surrogazioni ed ogni altra formalità ipotecaria, per l'adesione a concordati stragiudiziali ed alla cessione di beni pro-solvendo; per le erogazioni a scopi benefici, assistenziali e culturali e, in genere, per ogni altra spesa od erogazione; e delibera su tali atti quando eccedano i limiti di competenza del Comitato direttivo;

6) delibera, su proposta del direttore generale, l'istituzione, la chiusura e la trasformazione delle filiali;

7) delibera sulle proposte da presentare agli Organi competenti *per le modifiche dello statuto nonchè su quelle relative* a modifiche del regolamento per il personale e, in genere, sulle materie riguardanti disciplina del rapporto d'impiego e di lavoro; delibera, in conformità dell'apposito regolamento, sulle *materie riguardanti il personale che non siano di competenza di* altro organo;

8) esamina i bilanci ed i conti economici del Banco e delle sezioni speciali e ne autorizza la presentazione al Consiglio generale, *con le proposte per il riparto degli utili;*

9) convoca il Consiglio generale;

10) approva, su proposta del direttore generale, i quadri organici complessivi per le singole categorie del personale e le loro modificazioni;

11) determina il trattamento economico e di quiescenza del direttore generale;

12) provvede, su proposta del direttore generale, alla nomina, alla destituzione, al trasferimento, alla promozione, al collocamento a disposizione e in disponibilità, al collocamento fuori ruolo, al collocamento a riposo, alle dimissioni di ufficio, *alla dispensa dal servizio dei dirigenti, alla concessione ad essi della facoltà di firma e, salvo diverse disposizioni del regolamento per il personale, adotta, su proposta del direttore generale, ogni* altro provvedimento riguardante i dirigenti stessi;

13) provvede, su proposta del direttore generale o della Commissione di disciplina quando sia richiesto dal regolamento per il personale, alla sospensione dal grado con privazione del trattamento economico, alla revoca, alla retrocessione sostitutiva *di revoca ed alla destituzione dei dipendenti di qualsiasi grado;*

14) delibera, su proposta del presidente, in merito ai ricorsi avverso i giudizi complessivi di qualifica formulati e le sanzioni disciplinari inflitte, a norma del regolamento per il personale, dal direttore generale, il quale partecipa senza voto consultivo alle relative riunioni;

15) determina i limiti di competenza del Comitato direttivo e del direttore generale per l'eliminazione dalle scritture dei crediti irrecuperabili e delibera in merito quando eccedano i limiti di competenza del Comitato direttivo;

16) delibera sulle partecipazioni ad enti creati o promossi dallo Stato, ad enti morali, consorzi di carattere finanziario e società di interesse pubblico diretto e indiretto;

17) delibera la concessione di mutui ad enti pubblici;

18) adempie ad ogni altro compito ad esso riservato dallo statuto, dal regolamento per il personale o da leggi speciali;

19) nomina e revoca rappresentanti all'estero.

Art. 20.

Il Consiglio di amministrazione nomina annualmente un segretario, scegliendolo tra i vice direttori generali oppure tra i dirigenti del Banco di grado non inferiore al terzo.

Art. 24, 2° comma.

Al vice presidente ed ai consiglieri di amministrazione spetta un emolumento annuo nella misura da stabilirsi dall'Organo di vigilanza, oltre al rimborso delle spese di viaggio se risiedano fuori Napoli.

Art. 27, 3° comma.

La raccolta dei verbali delle adunanze del Comitato direttivo, rilegati in appositi volumi, è tenuta a disposizione del Consiglio di amministrazione e dell'Organo di vigilanza.

Art. 28.

Il Comitato direttivo, in particolare, su proposta del direttore generale:

1) fissa i criteri di carattere generale per le condizioni relativi alle operazioni ed ai servizi;

2) predispone il bilancio annuale del Banco e di ogni sezione per le decisioni del Consiglio di amministrazione;

3) autorizza le operazioni di credito ordinario e delle sezioni speciali nei limiti della propria competenza;

4) provvede, su proposta del direttore generale, alla nomina, alla promozione, al collocamento in disponibilità, al collocamento fuori ruolo, al collocamento a riposo, alle dimissioni di ufficio, alla dispensa dal servizio dei dipendenti che non rivestano qualifica di dirigenti e, salvo diverse disposizioni dello statuto e del regolamento per il personale, adotta, su proposta del direttore generale, ogni altro provvedimento riguardante detti dipendenti;

5) provvede alla liquidazione delle pensioni e delle indennità di quiescenza, alla concessione di indennità speciali ed al riconoscimento di vantaggi economici e di carriera ammessi da leggi e da regolamenti per tutto il personale;

6) provvede alla destinazione, al trasferimento ed alla concessione della facoltà di firma per i funzionari;

7) delibera sulle materie e adotta i provvedimenti attribuiti alla sua competenza dal regolamento per il personale;

8) consente, nei limiti della propria competenza, gli acquisti, le vendite e le permute di immobili, le cessioni di crediti in sofferenza, le transazioni con qualunque modalità, la cancellazione di iscrizioni ipotecarie, le surrogazioni ed ogni altra formalità ipotecaria, l'adesione a concordati stragiudiziali ed alla cessione di beni pro-solvendo, e l'eliminazione dei crediti irrecuperabili, nonchè le erogazioni a scopi benefici, assistenziali e culturali e, in genere, ogni altra spesa od erogazione;

9) delibera la eliminazione dalle scritture dei crediti di importo unitario non superiore a L. 3.000.000;

10) deferisce ad arbitri la definizione di speciali questioni;

11) autorizza le espropriazioni immobiliari in danno dei debitori, mediante offerte di prezzo, ed il concorso agli incanti, in quanto sia opportuno per il recupero dei crediti del Banco;

12) delibera l'assunzione di ricevitorie, tesorerie ed esattorie.

Il presidente, in caso di assoluta urgenza, può adottare, su proposta del direttore generale, qualunque provvedimento che rientri nella normale competenza del Comitato direttivo, sottoponendolo alla ratifica di esso nella più vicina riunione.

Art. 31.

Ai componenti il Comitato direttivo è assegnata una speciale indennità annua nella misura da stabilirsi dall'Organo di vigilanza oltre al rimborso delle spese di viaggio se risiedano fuori Napoli.

Art. 33.

Il direttore generale è nominato con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio.

Il direttore generale cessa dall'incarico col compimento del settantesimo anno di età, salvo il caso di proroga deliberata di anno in anno dal Consiglio di amministrazione ed approvata nelle forme di cui al precedente comma, non oltre comunque il compimento del settantacinquesimo anno di età.

Il direttore generale provvede alla esecuzione delle deliberazioni degli organi amministrativi e adempie i compiti indicati nell'articolo seguente.

Il direttore generale, o chi ne fa le veci, partecipa di diritto alle riunioni del Consiglio generale, del Consiglio di amministrazione, del Comitato direttivo e dei Comitati delle sezioni speciali, con voto consultivo.

Art. 34.

Il direttore generale, in particolare:

1) autorizza, su proposta degli uffici competenti, le operazioni di credito ordinario e delle Sezioni speciali, nei limiti stabiliti dal Consiglio di amministrazione;

2) adotta i provvedimenti di sua competenza previsti dal regolamento del personale;

3) approva, nei limiti consentiti dal paragrafo 10 dell'articolo 19, i singoli organici dei servizi della Direzione generale e delle filiali;

4) provvede, in conformità del regolamento per il personale, alla assunzione ed al licenziamento di personale straordinario nonchè al licenziamento di dipendenti che mantengano la qualifica di avventizi;

5) colloca in aspettativa il personale per qualsiasi motivo ed accorda congedi eccezionali, esclusi quelli straordinari per infermità;

6) sovraintende a tutti i servizi e vigila per il buon andamento del lavoro;

7) stabilisce l'ordinamento interno della Direzione generale e la competenza amministrativa dei singoli servizi, riferendone al Comitato direttivo;

8) approva le istruzioni per il funzionamento dei singoli servizi presso le filiali e le loro modificazioni;

9) stabilisce le condizioni per le operazioni ed i servizi secondo i criteri fissati dal Comitato direttivo;

10) ordina verifiche, ispezioni e inchieste;

11) provvede alla destinazione ed al trasferimento del personale di grado non direttivo;

12) concede la facoltà di firma agli impiegati, per gli effetti di cui all'art. 39;

13) accetta le dimissioni volontarie del personale di qualunque grado, dopo averne informato il Consiglio di amministrazione per quanto riguarda i dirigenti ed il Comitato direttivo per quanto riguarda i funzionari; nomina e revoca i corrispondenti; nomina e revoca i preposti agli sportelli retti da speciali mandatari;

14) delibera sulle proposte di affitto dei beni immobili del Banco;

15) consente la cessione di crediti previo pagamento integrale;

16) consente l'annotazione di inefficacia delle trascrizioni di pignoramento immobiliare;

17) nei limiti della propria competenza: consente gli acquisti, le vendite e le permute di immobili, le cessioni di crediti in sofferenza, le transazioni con qualunque modalità, le cancellazioni di iscrizioni ipotecarie, le surrogazioni ed ogni altra formalità ipotecaria; consente, informandone successivamente il Comitato direttivo, l'adesione a concordati stragiudiziali ed alle cessioni di beni pro-solvendo e la eliminazione dei crediti irrecuperabili; consente le erogazioni a scopi benefici, assistenziali e culturali e, in genere, ogni altra spesa od erogazione;

18) consente la cancellazione di iscrizioni, la surrogazione ed ogni altra formalità ipotecaria nonchè la restituzione di pegni, quando il credito sia integralmente pagato, anche mediante cessione, o quando sia stato ceduto o transatto con deliberazione dell'organo competente;

19) autorizza l'adesione a concordati preventivi e fallimentari ed alle amministrazioni controllate.

Art. 35.

Il Consiglio di amministrazione può, su proposta del direttore generale, nominare uno o due vice direttori generali che coadiuvino ed assistano il direttore generale.

Sulla stessa proposta, il trattamento e le attribuzioni del vice o dei vice direttori generali sono determinati dal Consiglio di amministrazione, anche per quanto riguarda la sostituzione del direttore generale nei casi di assenza o di impedimento.

Qualora la carica di vice direttore generale sia conferita a direttori centrali del Banco, questi mantengono la posizione di impiego, a cui si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni che regolano il trattamento fuori ruolo.

In mancanza della nomina di cui ai comma precedenti, il direttore generale è sostituito in caso di assenza o di impedimento, dal direttore centrale più anziano nel grado presente in servizio.

Il direttore generale ha alle sue dipendenze, per l'esercizio delle proprie funzioni, i direttori centrali, l'ingegnere superiore, l'avvocato generale, i condirettori centrali, i capi dei servizi centrali ed i dirigenti addetti alla Direzione generale.

CAPO VII

Collegio dei sindaci

Art. 36.

Il Collegio dei sindaci si compone di cinque membri effettivi e due supplenti; di essi, tre effettivi ed uno supplente sono nominati dal Consiglio generale, uno effettivo che assume la presidenza del Collegio, dal Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, ed uno effettivo ed uno supplente dall'Organo di vigilanza.

Essi durano in carica un quadriennio e possono essere confermati.

I sindaci continueranno a rimanere nell'ufficio fino alla approvazione del bilancio relativo all'esercizio finanziario nel corso del quale scade il termine predetto e, successivamente, fino a quando entrino in carica i loro successori.

Ai sindaci effettivi, spetta un emolumento nella misura che sarà determinata dall'Organo di vigilanza.

Art. 37.

Il Collegio dei sindaci esercita le proprie funzioni in conformità alle norme del Codice civile, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e successive modificazioni ed integrazioni nonchè ad ogni altra disposizione dell'Organo di vigilanza.

CAPO VIII

Filiali e sportelli retti da speciali mandatari

Art. 38, 1° e 3° comma.

1° *comma*. — Le singole direzioni delle filiali, usando della firma collettiva, come prescritto dall'art. 39, hanno di fronte ai terzi la rappresentanza della filiale a cui sono preposte per gestirne gli affari ed eseguire le operazioni contemplate nell'art. 6 del presente statuto entro i limiti delle autorizzazioni ricevute ed in conformità delle norme regolamentari del Banco.

3° *comma*. — I preposti agli sportelli retti da speciali mandatari hanno le attribuzioni ed i poteri loro conferiti con lo speciale mandato.

Art. 42.

Presso gli sportelli retti da speciali mandatari la firma spetta al mandatario speciale, nei limiti delle facoltà attribuitegli con lo speciale mandato.

Art. 64.

Il Comitato di cui all'articolo precedente, assume carattere amministrativo e deliberante in tutti i casi previsti dalle leggi e con le integrazioni, nella sua composizione, disposte dalle leggi stesse.

Il presidente, in caso di assoluta urgenza, può adottare, su proposta del direttore generale, i provvedimenti che rientrino nella normale competenza del Comitato, sottoponendoli alla ratifica di esso nella più vicina riunione.

E) Sezione autonoma per il finanziamento di opere pubbliche ed impianti di pubblica utilità.

Art. 67.

La Sezione autonoma per il finanziamento di opere pubbliche ed impianti di pubblica utilità, istituita con decreto ministeriale 20 dicembre 1961 in conformità dell'art. 1 della legge 11 marzo 1958, n. 238, è regolata dallo statuto approvato con decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, n. 925.

Visto: *Il Ministro per il tesoro*: COLOMBO

(6626)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 20 agosto 1966. **Proroga della gestione commissariale del comune di Terracina.**

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 20 maggio 1966 è stato sciolto il Consiglio comunale di Terracina e nominato un commissario straordinario per la gestione del Comune stesso nella persona del vice prefetto dott. Giovanni Paternò.

Alla scadenza del periodo di tre mesi di cui al primo comma dell'art. 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, la situazione è però tale da richiedere la proroga dell'amministrazione straordinaria. Infatti, il commissario straordinario ha tuttora in corso di trattazione importanti provvedimenti amministrativi concernenti la sistemazione dei servizi comunali, la costruzione della nuova darsena e il prolungamento del molo, l'edilizia scolastica, lo sviluppo industriale della città e la transazione di annose liti giudiziarie, per cui la cessazione della gestione commissariale sarebbe di serio pregiudizio alla civica azienda.

Per tali motivi, con decreto prefettizio di pari data, è stato provveduto alla proroga della gestione predetta, ai sensi dell'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839, richiamato in vigore dall'art. 10 del testo unico 16 maggio 1960, n. 570.

Latina, addì 20 agosto 1966

Il prefetto: PIGNATARO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 20 maggio 1966, con il quale è stato sciolto il Consiglio comunale di Terracina e nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del suddetto Comune il vice prefetto dott. Giovanni Paternò;

Ritenuta la necessità che — alla scadenza del termine di tre mesi di cui al primo comma dell'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148 — la gestione commissariale venga prorogata, ai sensi del secondo comma della succitata disposizione, al fine di consentire al commissario straordinario di portare a compimento complessi e delicati affari interessanti la civica azienda ed ultimare la sistemazione di numerosi servizi comunali;

Visto l'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839, e l'art. 10 del testo unico 16 maggio 1960, n. 570;

Decreta:

La gestione commissariale del comune di Terracina, affidata al vice prefetto dott. Giovanni Paternò con decreto del Presidente della Repubblica 20 maggio 1966, è prorogata ai sensi di legge.

Latina, addì 20 agosto 1966

Il prefetto: PIGNATARO

(6686)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notai dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 58, n. 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che, con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 agosto 1960 in corso di registrazione alla Corte dei conti, i sottoindicati notai sono stati dispensati dall'ufficio per limiti di età, con effetto dalle date a fianco di ciascuno di essi indicate, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 a 39 del regio decreto 14 novembre 1926, n. 1953;

Franchi Alberto, residente nel comune di Bologna, dal 6 settembre 1966;

Mangano Salvatore, residente nel comune di Messina, dal 13 settembre 1966;

Cao Francesco, residente nel comune di Sondrio, dal 18 settembre 1966;

Bellini Francesco, residente nel comune di Roma, dal 26 settembre 1966.

(6662).

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Santo Stefano Camastra ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 23 agosto 1966, il comune di Santo Stefano Camastra (Messina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 29.787.539 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6709)

MINISTERO DEL TESORO

Revoca di accreditamento di notaio

A seguito del trasferimento ad altra sede del notaio dottor Vittorio Quaranta, è stato revocato, con decreto ministeriale 18 agosto 1966, l'accreditamento del predetto notaio presso la Direzione provinciale del tesoro di Napoli, già conferito con decreto ministeriale 31 marzo 1964.

(6706)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 165

Corso dei cambi del 29 agosto 1966 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	623,27	623,25	623,36	623,255	623,20	623,27	623,26	623,30	623,27	623,27
$ Can.	579,73	579,50	579,50	579,70	579 —	579,60	579,60	579,70	579,85	579,70
Fr. Sv.	143,70	143,98	143,89	144,01	143,95	143,88	144 —	144 —	143,59	144 —
Kr. D.	90,02	89,90	90,02	90,01	89,90	90,04	90,02	90 —	90 —	90,05
Kr. N.	87,21	87,20	87,26	87,19	87,10	87,19	87,20	87,20	87,20	87,20
Kr. Sv.	120,64	120,55	120,65	120,57	120,55	120,64	120,57	120,65	120,64	120,60
Fol.	172,40	172,27	172,30	172,28	172,30	172,37	172,275	172,40	172,37	172,38
Fr. B.	12,52	12,515	12,527	12,5225	12,52	12,52	12,515	12,55	12,52	12,525
Franco francese	127 —	127,10	127,005	127,09	126,95	126,97	127,08	127 —	126,97	126,75
Lst.	1737,73	1737,80	1737 —	1737,65	1737,25	1737,75	1737,60	1737,80	1737,75	1737,60
Dm. occ.	156,17	156,18	156,26	156,19	156,12	156,15	156,195	156,20	156,15	156,17
Scell. Austr.	24,15	24,145	24,15	24,15125	24,12	24,14	24,152	24,17	24,14	24,14
Escudo Port.	21,68	21,69	21,70	21,70	21,75	21,70	21,67	21,70	21,70	21,70
Peseta Sp.	10,40	10,40	10,41	10,4075	10,40	10,40	10,405	10,42	10,40	10,40

Media dei titoli del 29 agosto 1966

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	103,10
Redimibile 3,50 % 1934	100,45
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	87,775
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,75
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,675
Id. 5 % (Città di Trieste)	95,75
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,475
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,125
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,475
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,375
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,125
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,15
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	99,975

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 29 agosto 1966

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	623,257
1 Dollaro canadese	579,65
1 Franco svizzero	144,005
1 Corona danese	90,015
1 Corona norvegese	87,195
1 Corona svedese	120,57
1 Fiorino olandese	172,277
1 Franco belga	12,519
1 Franco francese	127,085
1 Lira sterlina	1737,625
1 Marco germanico	156,192
1 Scellino austriaco	24,152
1 Escudo Port.	21,685
1 Peseta Sp.	10,406

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Smarrimento di punzoni per la bollatura dei metalli preziosi recanti il marchio d'identificazione « 270-MI »

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che la ditta Kohler Heinz con sede in Milano, via Bagutta n. 18, ha denunciato lo smarrimento di tre punzoni recanti il marchio di identificazione 270-MI, a suo tempo assegnato alla Ditta stessa.

Si diffidano gli eventuali detentori di tali punzoni a restituirli all'Ufficio metrico provinciale di Milano.

(6720)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Comunicato

Il Ministero del commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, comunica che l'Ufficio italiano dei cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa con la seguente circolare:

A-173 dell'11 agosto 1966 — Operazioni di transito aventi per oggetto pelli e cuoio (cap. 41 della tariffa doganale) e pelli da pellicceria e loro lavori (cap. 43 della tariffa doganale).

(6710)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificati sostitutivi a tutti gli effetti di diplomi originali di abilitazione all'esercizio professionale.

Il dott. Pace Donato, nato a La Spezia il 7 giugno 1934, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dall'Università di Pisa il 20 aprile 1961.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Pisa.

(6740)

Il dott. Alfonso Proto nato a Cosenza il 4 marzo 1935 ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Bologna in data 26 aprile 1965.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bologna.

(6705)

Avviso di rettifica

Nel comunicato concernente l'autorizzazione all'Università di Genova ad acquistare un immobile, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 140 dell'8 giugno 1966, dove è scritto: «. . . biologia marina.» leggasi: «. . . biofisica marina.»

(6704)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili all'importazione dei prodotti indicati nell'art. 1, lettere a), b) e c) del Regolamento comunitario n. 19 (settore cereali) provenienti da Stati membri della Comunità Economica Europea (C.E.E.)

Aliquote dei prelievi applicabili, nei confronti degli altri 5 Stati membri della Comunità Economica Europea, per il periodo 1° giugno 1966-30 giugno 1966, all'importazione dei prodotti previsti all'articolo 1, lettere *a*), *b*) e *c*) del Regolamento comunitario n. 19, quando tali prodotti sono accompagnati da certificato di circolazione modello D. D. 4 su cui figuri che l'esportatore ha chiesto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione del prelievo a « livello Italia », ovvero che non ha beneficiato di alcuna restituzione del prelievo stesso.

Prelievi in lire italiane per tonnellata metrica, validi dal 1° giugno 1966 al 5 giugno 1966

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . .	3.413	zero	2.403	zero	2.916
ex 10.01	Grano duro	zero	zero	14.481	zero	zero
10.02	Segala	1.263	zero	zero	zero	2.436
10.03	Orzo	zero	zero	zero	zero	zero
10.04	Avena	zero	zero	zero	zero	zero
10.05	Granoturco (mais)	zero	zero	zero	zero	zero
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
11.01-B	Farina di frumento segalato	15.245	zero	18.177	zero	12.821
ex 11.01-C	Farina di segala	10.825	zero	12.584	zero	10.448
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:					
	- di grano tenero	8.258	zero	13.293	zero	8.355
	- di grano duro	40.105	21.317	34.300	14.508	35.926

Prelievi in lire italiane per tonnellata metrica, validi dal 6 giugno 1966 al 12 giugno 1966

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . . .	413	zero	2.403	zero	2.916
ex 10.01	Grano duro	zero	zero	14.481	zero	zero
10.02	Segala	1.263	zero	zero	zero	2.436
10.03	Orzo	zero	zero	zero	zero	zero
10.04	Avena	zero	zero	zero	zero	zero
10.05	Granoturco (mais)	zero	zero	zero	zero	zero
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
11.01-B	Farina di frumento segalato . . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
ex 11.01-C	Farina di segala	10.825	zero	12.584	zero	10.448
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:					
	- di grano tenero	8.258	zero	13.293	zero	8.355
	- di grano duro	40.105	21.317	34.300	14.508	35.926

Prelievi in lire italiane per tonnellata metrica, validi dal 13 giugno 1966 al 19 giugno 1966

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . .	3.413	zero	2.403	zero	2.916
ex 10.01	Grano duro	zero	zero	14.006	zero	zero
10.02	Segala	1.263	zero	zero	zero	1.840
10.03	Orzo	zero	zero	zero	zero	zero
10.04	Avena	zero	zero	zero	zero	zero
10.05	Granoturco (mais)	zero	zero	zero	zero	zero
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
11.01-B	Farina di frumento segalato	15.245	zero	18.177	zero	12.821
ex 11.01-C	Farina di segala	10.825	zero	12.584	zero	10.448
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:					
	- di grano tenero	8.258	zero	13.293	zero	8.355
	- di grano duro	40.105	21.317	34.300	14.508	35.926

Prelievi in lire italiane per tonnellata metrica, validi dal 20 giugno 1966 al 26 giugno 1966

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . .	3.413	zero	2.403	zero	2.916
ex 10.01	Grano duro	zero	zero	14.006	zero	zero
10.02	Segala	1.263	zero	zero	zero	286
10.03	Orzo	zero	zero	zero	zero	zero
10.04	Avena	zero	zero	zero	zero	zero
10.05	Granoturco (mais)	zero	zero	zero	zero	zero
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
11.01-B	Farina di frumento segalato	15.245	zero	18.177	zero	12.821
ex 11.01-C	Farina di segala	10.825	zero	12.584	zero	10.448
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:					
	- di grano tenero	8.258	zero	13.293	zero	8.355
	- di grano duro	40.105	21.317	34.300	14.508	35.926

Prelievi in lire italiane per tonnellata metrica, validi dal 27 giugno 1966 al 30 giugno 1966

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . .	3.413	zero	2.403	zero	2.916
ex 10.01	Grano duro	zero	zero	12.650	zero	zero
10.02	Segala	1.263	zero	zero	zero	286
10.03	Orzo	zero	zero	zero	zero	zero
10.04	Avena	zero	zero	zero	zero	zero
10.05	Granoturco (mais)	zero	zero	zero	zero	zero
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . . .	15.245	zero	18.177	zero	12.821
11.01-B	Farina di frumento segalato	15.245	zero	18.177	zero	12.821
ex 11.01-C	Farina di segala	10.825	zero	12.584	zero	10.448
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:					
	- di grano tenero	8.258	zero	13.293	zero	8.355
	- di grano duro	40.105	21.317	34.300	14.508	35.926

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili all'importazione dei prodotti indicati nell'art. 1, lettere a), b) e c) del Regolamento comunitario n. 19 (settore cereali) provenienti da:
— Paesi terzi
— Stati membri della C.E.E. con restituzione del prelievo a livello Paesi terzi

Aliquote dei prelievi applicabili, per il periodo 1° giugno 1966-30 giugno 1966, all'importazione dei prodotti previsti all'articolo 1 lettere *a*), *b*) e *c*) del Regolamento comunitario n. 19, quando essi non sono accompagnati da certificato di circolazione modello D.D. 4, perchè provenienti da Paesi terzi, ovvero quando, provenendo direttamente da altro Stato membro della Comunità Economica Europea, sono scortati da certificato di circolazione modello D.D. 4 dal quale risulti che l'esportatore ha chiesto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione a « livello Paesi terzi ».

(In lire italiane per tonnellata metrica)

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Giorno 1-6-1966		Giorno 2-6-1966		Giorno 3-6-1966		Giorni 4/6-6-1966		Giorno 7-6-1966		Giorno 8-6-1966	
		Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato	38.969	38.282	38.969	38.282	38.969	38.282	38.375	37.688	38.375	37.688	37.688	37.001
ex 10.01	Grano duro	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732
10.02	Segala	23.888	23.201	23.888	23.201	23.888	23.201	23.888	23.201	23.888	23.201	23.888	23.201
10.03	Orzo	469	zero	469	zero	469	zero	469	zero	469	zero	1.156	469
10.04	Avena	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344
10.05	Granoturco (mais)	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1 844	2.531	1.844	2.531	1.844
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	3.188	2.501	3.188	2.501
ex 10.07-B	Sorgo e durra	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376
11.01-B	Farina di frumento segalato	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376	57.626	51.376
ex 11.01-C	Farina di segala	42.194	35.944	42.194	35.944	42.194	35.944	42.194	35.944	42.194	35.944	42.194	35.944
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:												
	- di grano tenero	54.989	48.739	54.989	48.739	54.989	48.739	54.989	48.739	54.989	48.739	54.989	48.739
	- di grano duro	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Giorno 9-6-1966		Giorno 10-6-1966		Giorni 11/13-6-1966		Giorno 14-6-1966		Giorno 15-6-1966		Giorno 16-6-1966	
		Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato . . .	37.688	37.001	37.688	37.001	37.688	37.001	37.688	37.001	37.688	37.001	37.688	37.001
ex 10.01	Grano duro	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732	49.419	48.732
10.02	Segala	23.888	23.201	24.481	23.794	23.856	23.169	23.856	23.169	23.856	23.169	24.575	23.888
10.03	Orzo	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469
10.04	Avena	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344	1.031	344
10.05	Granoturco (mais)	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	3.188	2.501	3.188	2.501	3.188	2.501	3.188	2.501	3.188	2.501	2.563	1.876
ex 10.07-B	Sorgo e durra	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta . . .	57.626	51.376	57.626	51.376	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
11.01-B	Farina di frumento segalato	57.626	51.376	57.626	51.376	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
ex 11.01-C	Farina di segala	42.194	35.944	42.719	36.469	41.844	35.594	41.844	35.594	41.844	35.594	42.850	36.600
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:												
	- di grano tenero	54.989	48.739	54.989	48.739	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239
	- di grano duro	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311	82.561	76.311

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Giorno 17-6-1966		Giorno 18/20-6-1966		Giorno 21-6-1966		Giorno 22-6-1966		Giorno 23-6-1966	
		Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato	37.688	37.001	36.875	36.188	36.875	36.188	36.313	35.626	35.844	35.157
ex 10.01	Grano duro	49.419	48.732	49.419	48.732	48.513	47.826	48.513	47.826	48.513	47.826
10.02	Segala	24.575	23.888	23.856	23.169	23.856	23.169	23.106	22.419	22.325	21.638
10.03	Orzo	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469
10.04	Avena	1.031	344	1.031	344	1.031	344	31	zero	31	zero
10.05	Granoturco (mais)	2.531	1.844	2.531	1.844	2.531	1.844	1.719	1.032	1.719	1.032
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	2.563	1.876	2.563	1.876	63	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.625	5.938	6.000	5.313
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
11.01-B	Farina di frumento segalato	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
ex 11.01-C	Farina di segala	42.850	36.600	41.844	35.594	41.844	35.594	40.794	34.544	39.700	33.450
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:										
	- di grano tenero	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239
	- di grano duro	82.561	76.311	82.561	76.311	81.148	74.898	80.661	74.411	80.661	74.411

Numero della Tariffa	Denominazione delle merci	Giorno 24-6-1966		Giorni 25/27-6-1966		Giorno 28-6-1966		Giorno 29-6-1966		Giorno 30-6-1966	
		Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo
ex 10.01	Grano tenero e frumento segalato	35.844	35.157	35.844	35.157	35.844	35.157	35.844	35.157	35.844	35.157
ex 10.01	Grano duro	47.950	47.263	47.950	47.263	47.950	47.263	47.950	47.263	47.950	47.263
10.02	Segala	22.325	21.638	22.325	21.638	22.325	21.638	22.325	21.638	22.950	22.263
10.03	Orzo	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469	1.156	469
10.04	Avena	31	zero	31	zero	31	zero	31	zero	31	zero
10.05	Granoturco (mais)	1.719	1.032	1.719	1.032	1.719	1.032	1.094	407	1.094	407
10.07-A	Grano saraceno	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Miglio	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
ex 10.07-B	Sorgo e durra	6.000	5.313	6.000	5.313	6.000	5.313	5.406	4.719	5.406	4.719
ex 10.07-B	Scagliola e altri cereali	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero	zero
11.01-A	Farina di frumento o di spelta	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
11.01-B	Farina di frumento segalato	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876	58.126	51.876
ex 11.01-C	Farina di segala	40.313	34.063	39.350	33.100	39.919	33.669	39.919	33.669	40.575	34.325
ex 11.02-A-I	Semole e semolini:										
	- di grano tenero	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239	55.489	49.239
	- di grano duro	80.661	74.411	79.692	73.442	79.692	73.442	79.692	73.442	79.692	73.442

(5989)

CONCORSI ED ESAMI

CORTE DEI CONTI

Nomina della Commissione esaminatrice del concorso per titoli ed esami a venti posti di referendario della Corte dei conti.

IL PRESIDENTE DELLA CORTE DEI CONTI

Visto il testo unico di leggi sulla Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 luglio 1934, n. 1214;

Visto l'art. 45, lettera *a*), del regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1364, quale modificato dall'articolo 12 della legge 20 dicembre 1961, n. 1345;

Visto il proprio decreto in data 7 aprile 1966, con il quale è stato indetto il concorso per titoli ed esami a venti posti di referendario della Corte dei conti;

Viste le lettere di designazione del primo presidente della Corte suprema di cassazione in data 3 agosto 1966 e del Ministero della pubblica istruzione in data 1° agosto 1966;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso per titoli ed esami a venti posti di referendario della Corte dei conti, indetto con decreto del 7 aprile 1966, è costituita come segue:

Presidente:

Di Franco dott. Vincenzo, presidente di sezione della Corte dei conti.

Membri:

Giugni dott. Angelo, consigliere della Corte dei conti;

Sinopoli prof. dott. Mario, vice procuratore generale della Corte dei conti;

Giannattasio dott. Carlo, consigliere della Corte di cassazione;

Franchini prof. avv. Flaminio, ordinario di diritto amministrativo dell'Università di Pisa.

Eserciterà le funzioni di segretario il primo referendario Damasco dott. Mario.

Spetta agli indicati componenti la Commissione esaminatrice il compenso previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà comunicato al competente ufficio di controllo per la registrazione.

Roma, addì 6 agosto 1966

Il presidente: CARBONE

Registrato alla Corte dei conti, addì il 23 agosto 1966
Registro n. 6 Presidenza, foglio n. 187.

(6751)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Concorso per esami a tredici posti di consigliere di terza classe in prova nella carriera direttiva (ruolo amministrativo).

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico sopracitato;

Vista la legge 7 dicembre 1960, n. 1541, concernente norme integrative dell'ordinamento del Ministero della marina mercantile e revisione dei relativi ruoli organici;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1965, n. 749, con il quale sono stati determinati gli stipendi spettanti al personale statale;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a tredici posti di consigliere di terza classe in prova nella carriera direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della marina mercantile.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso coloro che, alla data di scadenza del termine stabilito nel successivo art. 3 per la presentazione della domanda di ammissione, posseggano i requisiti seguenti:

a) diploma di laurea in giurisprudenza, o in economia e commercio, o in scienze politiche, o in scienze economico-marittime, rilasciato dall'Istituto navale universitario di Napoli, o in scienze coloniali, conseguita presso l'Istituto universitario orientale di Napoli.

Possono partecipare al concorso anche gli impiegati delle carriere di concetto dell'Amministrazione dello Stato che non siano in possesso di diploma di laurea, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di segretario aggiunto ed abbiano il diploma di istituto di istruzione secondaria di secondo grado.

b) cittadinanza italiana.

Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

c) età non superiore ai trentadue anni, salvo i casi di elevazione e di esenzione previsti dalle norme vigenti.

d) buona condotta.

Non possono partecipare al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico, o che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione.

e) idoneità fisica all'impiego.

L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo e sottoscritte dall'aspirante, debbono essere indirizzate al Ministero della marina mercantile - Direzione generale degli affari generali e del personale, e debbono pervenire al Ministero stesso entro sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana. Le domande che perverranno, per qualsiasi causa, oltre detto termine non saranno accolte.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dal Ministero.

Nella domanda l'aspirante deve dichiarare:

1) la data ed il luogo di nascita, nonchè, qualora abbia superato il 32° anno di età, il titolo che legittima la elevazione del limite massimo di età o che consente di prescindere da tale limite;

2) il titolo di studio posseduto;

3) il possesso della cittadinanza italiana o il titolo di equiparazione;

4) il Comune nelle cui liste elettorali è iscritto, ovvero, i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

5) se e quali condanne penali abbia riportato (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale);

6) la propria posizione nei riguardi degli obblighi militari;

7) se e quali servizi abbia prestato come impiegato presso pubbliche Amministrazioni, e, in caso affermativo, le cause di risoluzione dei precedenti rapporti di pubblico impiego;

8) le prove facoltative di lingue estere che intende sostenere (limitatamente a quelle di cui al successivo art. 4 lettera *b*);

9) il preciso recapito, al quale saranno inviate le comunicazioni del Ministero.

La firma in calce alla domanda di ammissione dev'essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale gli interessati prestano servizio.

Art. 4.

Gli esami comprendono le seguenti prove:

a) prove obbligatorie:

1) tre prove scritte;

2) una prova orale;

b) prove facoltative:
prova, scritta e orale, di lingue estere, limitata alle lingue francese e inglese.

Le materie su cui vertono le prove e le modalità di svolgimento delle prove stesse sono specificate nel programma annesso al presente decreto.

Art. 5.

La Commissione esaminatrice da nominarsi con successivo decreto, sarà composta come segue:

un magistrato amministrativo o ordinario, con qualifica non inferiore a consigliere di Stato, o corrispondente, presidente;

due docenti universitari delle materie su cui vertono le prove di esame, membri;

due impiegati della carriera direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della marina mercantile, con qualifica non inferiore a direttore di divisione, membri.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della marina mercantile, con qualifica non inferiore a consigliere di seconda classe.

Occorrendo, alla Commissione saranno aggregati uno o più membri aggiunti, per le prove di lingue estere.

Art. 6.

Gli esami avranno luogo in Roma, nella sede che sarà tempestivamente indicata.

Il diario delle prove scritte sarà fissato con successivo decreto, di cui sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, e sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio delle prove stesse.

Ai candidati che conseguiranno l'ammissione alla prova orale ne sarà data comunicazione almeno venti giorni prima della presentazione alla prova.

Art. 7.

I candidati debbono presentarsi alle prove d'esame muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento, ad esclusione di qualsiasi altro:

1) fotografia di data recente, applicata su carta da bollo, autenticata dal sindaco o da notaio;
2) carta d'identità personale;
3) tessera postale;
4) porto d'armi;
5) patente automobilistica;
6) passaporto;
7) libretto ferroviario personale, per coloro che siano dipendenti statali.

Art. 8.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

Per ogni prova facoltativa di lingue estere viene assegnato un coefficiente da un minimo di 0,30 ad un massimo di uno. Per l'assegnazione del coefficiente, il candidato deve ottenere una votazione di almeno sette decimi nell'esame scritto e sei decimi nell'esame orale.

La votazione complessiva è determinata sommando la media dei voti riportati nelle prove scritte, il voto ottenuto nella prova orale ed il coefficiente per le prove facoltative.

Art. 9.

I concorrenti che abbiano superato tutte le prove, debbono far pervenire al Ministero della marina mercantile, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i documenti necessari per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina, in base alle vigenti disposizioni.

Art. 10.

La graduatoria di merito tra i concorrenti sarà approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria, in base anche ai diritti di preferenza, dovranno far pervenire al Ministero della marina mercantile, a pena di decadenza, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i seguenti documenti in carta legale:

1) diploma originale del titolo di studio posseduto, o copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Nel caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato, è sufficiente un certificato, dal quale, però, risulti espressamente che sostituisce a tutti gli effetti il titolo di studio originale, fermo restando l'obbligo di presentare il diploma originale o copia autentica di esso, appena il titolo venga rilasciato;

2) estratto dell'atto di nascita. Coloro che fruiscono dell'elevazione del limite massimo di età, o dell'esenzione dal limite stesso, debbono presentare, altresì, il documento comprovante il diritto al beneficio;

3) certificato di cittadinanza italiana;

4) certificato da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcune delle cause che ne impediscano il possesso;

5) certificato generale del casellario giudiziale;

6) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, attestante l'idoneità fisica del concorrente al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego. In detto certificato deve essere indicato che si è eseguito l'accertamento sierologico del sangue, ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Nel caso che il concorrente abbia qualsiasi imperfezione fisica, questa deve essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma affatto l'attitudine all'impiego;

7) copia dello stato di servizio militare, per gli ufficiali e copia del foglio matricolare, per i sottufficiali e i militari di truppa, o certificato di esito di leva per i riformati, o certificato di iscrizione nelle liste di leva, per gli appartenenti a classe non ancora chiamata alle armi;

8) stato di famiglia, da prodursi soltanto dai coniugati e dai vedovi con prole.

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5), 6) e 8) debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo.

I concorrenti che siano dipendenti di ruolo o dei ruoli aggiunti dell'Amministrazione dello Stato, possono limitarsi a produrre, entro lo stesso termine e con le stesse modalità i seguenti documenti:

a) diploma originale del titolo di studio posseduto, o copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Nel caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato è sufficiente un certificato, dal quale, però, risulti espressamente che sostituisce a tutti gli effetti il titolo di studio originale, fermo restando l'obbligo di presentare il diploma originale o copia autentica di esso appena il titolo venga rilasciato;

b) estratto dell'atto di nascita;

c) certificato medico di data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo;

d) copia integrale dello stato di servizio rilasciata dall'Amministrazione di appartenenza, aggiornata a data posteriore a quella di ricevimento della relativa richiesta.

I concorrenti che si trovino alle armi, possono esibire in luogo dei documenti di cui ai numeri 6) e 7) un certificato rilasciato in carta da bollo dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e l'idoneità fisica a ricoprire il posto al quale aspirano.

Art. 11.

Tutti i documenti debbono essere effettivamente trasmessi al Ministero della marina mercantile.

Non si ammettono riferimenti a presentazioni fatte ad altre Amministrazioni, ad eccezione del titolo di studio originale.

I documenti che perverranno al Ministero della marina mercantile dopo la scadenza dei termini stabiliti dagli articoli 9 e 10, anche se presentati in tempo agli uffici postali o inoltrati tramite ufficio, non saranno presi in considerazione.

Tuttavia, l'Amministrazione può concedere un brevissimo termine per la rettifica dei documenti non regolari.

Art. 12.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della marina mercantile. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*

della Repubblica, ai sensi e per gli effetti dell'art. 7, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 13.

I vincitori del concorso saranno assunti in prova per la durata di sei mesi con lo stipendio annuo lordo di L. 1.145.800 (ex coeff. 229 stipendio iniziale) e con le competenze accessorie previste dalle vigenti disposizioni.

Compiuto il periodo di prova, coloro che, a giudizio del Consiglio di amministrazione, saranno riconosciuti idonei, conseguiranno la nomina in ruolo, nella qualifica di consigliere di terza classe. Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi al termine dei quali, ove il giudizio fosse ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto d'impiego, con diritto, da parte degli interessati, ad una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 maggio 1966

Il Ministro: NATALI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 giugno 1966
Registro n. 3 Marina mercantile, foglio n. 5

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

PROVE SCRITTE

(durata massima otto ore)

Svolgimento di un tema per ognuno dei seguenti gruppi di materie:
1) diritto costituzionale e amministrativo;
2) diritto privato;
3) diritto della navigazione.

PROVA ORALE

(durata massima ore una)

La prova orale verte sulle materie che sono oggetto delle prove scritte e sulle seguenti:
1) economia politica e scienze delle finanze;
2) diritto internazionale pubblico e privato;
3) nozioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;
4) nozioni di statistica.

Prova facoltativa di lingue estere

PROVA SCRITTA

(durata massima ore tre per ogni lingua)

Traduzione dall'italiano nella lingua estera prescelta, dalla quale risulti che il candidato è in grado di scrivere correttamente in tale lingua senza aiuto di vocabolario e grammatica.

PROVA ORALE

(durata massima: 15 minuti per ogni lingua)

Per la prova facoltativa di lingue estere, l'esame orale consisterà nella lettura e nella traduzione di un brano di prosa di autore moderno e in una conversazione con l'esaminatore, dalle quali risulti che il candidato sia in grado di leggere correttamente, traducendo con esattezza e immediatamente il brano letto, nonchè esprimersi correttamente nella lingua estera.

Il Ministro: NATALI

(5602)

MINISTERO DELLA DIFESA

Sostituzione del presidente e di un membro della Commissione giudicatrice del concorso a duecentodue posti di operaio dello Stato di 2ª categoria.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale n. 37/Conc. del 18 luglio 1964, registrato alla Corte dei conti il 21 agosto 1964, registro n. 70 Difesa-Esercito, foglio n. 268, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrie del concorso per l'assunzione di numero duecentodue operai dello Stato nel ruolo dell'Amministrazione della difesa-Esercito, indetto con decreto ministeriale n. 17/Conc. in data 13 maggio 1964, registrato alla Corte dei conti il 12 giugno 1964, registro n. 51 Difesa-Esercito, foglio n. 190;

Ritenuta la necessità di procedere alla sostituzione del presidente, direttore generale Pastore dott. Pasquale e del membro, ten. col. S.Te.A. Petrignani Enzo, impegnati in altri incarichi; e ciò al fine del più rapido espletamento delle operazioni del concorso medesimo;

Visto il decreto ministeriale 27 febbraio 1966, registrato alla Corte dei conti il 12 marzo 1966, registro n. 14 Esercito, foglio n. 111, concernente la delega di firma ai Sottosegretari di Stato;

Decreta:

Articolo unico

In luogo del presidente e del membro uscenti, sono nominati l'ispettore generale Favazza dott. Francesco che assume le funzioni di presidente della Commissione e il maggiore S.te.A. Cultrera Francesco con le funzioni di membro.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 giugno 1966

p. *Il Ministro*: GUADALUPI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 luglio 1966
Registro n. 38 Difesa-Esercito, foglio n. 268

(6670)

Posti d'impiego civile nella carriera esecutiva presso il Ministero delle finanze spettanti ai sottufficiali dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e dei Corpi di polizia dipendenti dalle Amministrazioni dell'interno, di grazia e giustizia, delle finanze e dell'agricoltura e foreste. (Circolare 5 agosto 1966).

Sono disponibili presso il Ministero delle finanze, nel ruolo della carriera esecutiva dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette, n. 225 (duecentoventicinque) posti di applicato spettanti ai sottufficiali dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e dei Corpi di polizia dipendenti dalle Amministrazioni dell'interno, di grazia e giustizia, delle finanze e dell'agricoltura e foreste, già in nota per il passaggio all'impiego civile e quindi in possesso dei prescritti requisiti di cui è cenno nel secondo comma dell'art. 352 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato (decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3).

I sottufficiali che intendano concorrere ai suindicati posti dovranno presentare al Corpo di appartenenza, entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data di pubblicazione della presente circolare nella *Gazzetta Ufficiale*, apposita domanda su carta da bollo da L. 400 (quattrocento), nella quale essi dovranno dichiarare di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi residenza. Sarà considerata presentata fuori termine, e pertanto irricevibile, qualsiasi domanda che sarà pervenuta, oltre il termine stabilito, ai detti Corpi. Questi dovranno dichiarare in calce alla domanda la data sotto la quale la stessa è stata presentata.

Le domande dei sottufficiali dell'Esercito dovranno essere subito, ed in ogni caso entro il termine massimo di giorni 15 (quindici) dalla data di presentazione, trasmesse dagli Enti presso i quali gli interessati sono in servizio direttamente a questo Ministero (Direzione generale personali civili e affari generali) corredate del documento (elenco notizie, di cui alla circolare n. 1019/*A* del 24 settembre 1963.

Le domande prodotte dai sottufficiali della Marina, dell'Aeronautica, dei Corpi di polizia dipendenti dalle Amministrazioni dell'interno, di grazia e giustizia, delle finanze e dell'agricoltura e foreste dovranno essere trasmesse, con ogni urgenza, dagli Enti presso i quali gli interessati sono in servizio alle rispettive Amministrazioni centrali che provvederanno a rimetterle, corredate della documentazione di cui sopra è cenno, a questo Ministero (Direzione generale personali civili e affari generali) entro 20 (venti) giorni dalla scadenza del termine fissato per la presentazione delle domande stesse.

Non hanno titolo a concorrere agli anzidetti posti i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che alla sca-

denza del termine stabilito nel secondo comma della presente circolare abbiano acquisito diritto a pensione vitalizia per anzianità di servizio o siano cessati dal servizio per una delle cause indicate al primo comma dell'art. 58 della legge 31 luglio 1954, n. 599, o comunque da più di cinque anni, ovvero siano incorsi nella perdita del grado.

Parimenti non hanno diritto a concorrere ai medesimi posti i sottufficiali del Corpo degli agenti di pubblica sicurezza che, alla scadenza del cennato termine contenuto nel detto secondo comma della presente circolare, abbiano acquisito diritto a pensione vitalizia per anzianità di servizio o siano cessati dal servizio per una delle cause indicate al primo comma dell'art. 57 della legge 3 aprile 1958, n. 460, o comunque da più di cinque anni, ovvero siano incorsi nella perdita del grado.

Infine, non hanno titolo a concorrere ai suindicati posti i sottufficiali del Corpo degli agenti di custodia che alla scadenza del ripetuto termine abbiano raggiunto l'anzianità di servizio occorrente per l'acquisizione del diritto a pensione normale o siano cessati dal servizio per una delle cause indicate al primo comma dell'art. 57 della legge 18 febbraio 1963, n. 173 o comunque da più di cinque anni o siano incorsi nella pardita del grado.

Ai sottufficiali che saranno nominati all'impiego civile compete, in aggiunta agli assegni iniziali della qualifica di applicato l'eventuale differenza, da riassorbirsi nei successivi aumenti, tra lo stipendio (o l'ammontare della paga giornaliera valutata ad anno) del quale sono provvisti e lo stipendio assegnato nella suddetta qualifica, esclusa ogni indennità di carattere militare ovvero propria del Corpo di polizia per quelli che vi appartengono.

La presente vale come notificazione a tutti gli interessati.

p. *Il Ministro*: GUADALUPI

(6655)

Diario delle prove scritte del concorso per esami a quindici posti di fisico e ingegnere elettrotecnico in prova, nel ruolo del personale della carriera direttiva dei fisici ed ingegneri elettrotecnici per la Direzione armi ed armamenti navali.

Le prove scritte del concorso per esami a quindici posti di fisico e ingegnere elettrotecnico in prova, nel ruolo del personale della carriera direttiva dei fisici ed ingegneri elettrotecnici per la Direzione armi ed armamenti navali, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 251 del 6 ottobre 1965, avranno luogo nei giorni 26, 27 e 28 settembre 1966, con inizio alle ore 8, presso la Scuola allievi operai dell'Arsenale militare marittimo di La Spezia, ingresso principale, piazza Chiodo.

(6724)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI TERAMO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Teramo

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto in data 3 aprile 1965, n. 1063, con il quale è stato indetto il concorso, per titoli ed esami, a tre posti di veterinario condotto vacanti in questa Provincia e precisamente: Consorzio Rocca S. Maria-Torricella Sicura-Valle Castellana, condotta unica Controguerra, condotta unica S. Omero;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione giudicatrice del predetto concorso;

Visti gli atti relativi ai lavori della citata Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei partecipanti al concorso di cui in narrativa, risultati idonei:

1. De Camillis Tullio . . . . . punti 66,563 su 120
2. Monaco Ruggero . . . . . » 65,447 »
3. Forcellese Ennio . . . . . » 64,876 »
4. Ragonici Rosolino . . . . . » 63,406 »
5. Buccella Raffaele . . . . . » 59,810 »
6. Naccari Stefano Antonio . . . . » 54,500 »
7. Iannetti Renato . . . . . » 53,740 »
8. Palma Giuseppe . . . . . » 52,229 »
9. Acciarri Costantino . . . . . » 51,500 »
10. Di Matteo Camillo . . . . . » 51,293 »
11. Buono Ferruccio . . . . . » 45,500 »
12. Fanfoni Giovanni B. . . . . . » 45,029 »
13. Bianchi Serafino . . . . . » 45,005 »

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Teramo e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio, all'albo pretorio della prefettura di Teramo ed in quello dei Comuni interessati.

Teramo, addì 22 agosto 1966

Il veterinario provinciale: MEMOLA

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto in data odierna n. 667, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per titoli ed esami a tre posti di veterinario condotto vacanti in questa Provincia di cui al bando 3 aprile 1965, n. 1063;

Viste le domande presentate dai candidati nelle quali vengono indicate le sedi in ordine di preferenza;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Decreta:

I seguenti candidati, compresi nella graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa, sono dichiarati vincitori del posto a fianco di ciascuno di essi indicato:

1) De Camillis Tullio, condotta veterinaria di S. Omero (condotta unica);

2) Monaco Ruggero, condotta veterinaria di Controguerra (condotta unica);

3) Forcellese Ennio, Consorzio veterinario Rocca S. Maria-Torricella Sicura-Valle Castellana.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Teramo e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio, all'albo pretorio della prefettura di Teramo ed in quello dei Comuni interessati.

Teramo, addì 22 agosto 1966

Il veterinario provinciale: MEMOLA

(6752)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.